

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 17 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



EST GRANULATS

Oberrieth-Nonnenweierschlag-Kastlau
ZERC4
67150 GERSTHEIM

Références : 0055/JW/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement EST GRANULATS implanté Oberrieth-Nonnenweierschlag-Kastlau - ZERC4 - 67150 GERSTHEIM. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST GRANULATS
- Oberrieth-Nonnenweierschlag-Kastlau - ZERC4 - 67150 GERSTHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Est Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires à Gerstheim. L'extraction est réalisée en eau à la drague à grappin.

Les matériaux extraits sont traités sur place avant d'être en majorité expédiés par voie fluviale. L'exploitant extrait actuellement les matériaux dans la partie ouest du plan d'eau (mise en eau de la zone en extension vers l'ouest).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défrètement du gisement ;
- distances de recul ;
- modalités d'extraction ;
- accueil de matériaux inertes extérieurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point e contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) té donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Accueil de matériaux inertes	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'exploitation	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 15 de l'annexe I	/	Sans objet
Pentes des talus	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 11 de l'annexe I	/	Sans objet
Défrètement du gisement	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 11 de l'annexe I	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Distance de recul	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 9 de l'annexe I	/	Sans objet
Distance de recul - Brunnwasser	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 9 de l'annexe I	/	Sans objet
Méthode de repérage de l'engin d'extraction	AP Complémentaire du 11/08/2009, article 11 de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à une télédéclaration pour l'accueil sur le site de matériaux extérieurs inertes, dans le cadre de transport double-flux.

Cette installation est connexe aux installations autorisées et entre dans le champ des dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement. L'exploitant a engagé des démarches pour intégrer cette modification dans un porter à connaissance en cours de constitution.

Il a été constaté lors d'inspection précédente que le fond de fouille théorique n'a pas été atteint dans l'intégralité de la zone concernée par la phase 1 (partie est).

L'exploitant a fait réaliser des investigations géophysiques pour déterminer la nature des matériaux présents. Elles ont révélé la présence d'une couche de 15 à 20 mètres de matériaux potentiellement valorisables. Elle est toutefois située sous une couche plus ou moins épaisse de matériaux fins.

A ce jour, l'exploitant n'a pas statué sur la possibilité ou non d'extraire ces matériaux. Il est proposé de prendre une prescription complémentaire sur ce point afin que l'exploitant statue sur la base d'éléments technico-économiques.

La distance de recul n'est pas respectée le long de la berge est. Cette situation est historique et antérieure à l'autorisation actuelle. Toutefois, il a été demandé à l'exploitant à plusieurs reprises de présenter des éléments relatifs à la stabilité de ces talus. L'exploitation n'a pas apporté de réponse. En conséquence, il est proposé de prescrire à l'exploitant la réalisation de profils régulièrement répartis sur la berge concernée.

Le plan d'exploitation fait apparaître un dépassement dans la bande de protection périphérique en partie ouest. Il fait suite à un glissement de terrain signalé fin 2021. L'exploitant a remblayé la zone avec des stériles de décapage. Il conviendra qu'il justifie de la suffisance du remblaiement réalisé.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article Article 15 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : 14. Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation orienté, à l'échelle de 1/1000e. [...] 15. Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 14 au moins une fois par an, par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques et des profils, qui sont mis à jour au moins tous les deux ans.
Constats : L'exploitant a présenté le plan du 14/06/2022 établi par le cabinet de géomètres-experts Roth-Simler. Le plan n'appelle pas de remarque. Il a été complété en prenant en compte les remarques formulées dans le rapport du 29/11/2021. Le plan a été complété avec trois profils réalisés à l'ouest du profil AA', au droit du pylône électrique et le long de la RD124.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pentes des talus

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article article 11 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Pentes des talus
Prescription contrôlée : Les talus sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de : - 1/2,5 pour les parties situées sous la cote des plus hautes eaux décennales
Constats : L'exploitant a présenté 5 profils associés au plan d'exploitation et établis à partir des relevés bathymétriques réalisés le 15/10/2021. Les profils AA' et BB' n'appellent pas de remarques supplémentaires par rapport aux constats réalisés les années précédentes. Au niveau du profil CC' (au droit de la route), quelques surcreusements sont observés en partie inférieure du talus (de l'ordre de 1 à 2 mètres). Ils ne remettent pas en cause la stabilité d'ensemble du talus. Des dispositions ont été mises en oeuvre depuis par l'exploitant pour prévenir les risques de nouveaux surcreusements (cf système de positionnement, voir plus bas). Les profils DD' (au droit du pylône) et EE' (berge nord) n'appellent pas de remarque.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Défruitement du gisement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article Article 11 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Défruitement du gisement
Prescription contrôlée : L'exploitation doit permettre un défruitement maximum du gisement en profondeur sous réserve de la stabilité des berges.
Constats : Au cours des inspections précédentes, il a été constaté que dans la partie nord-est du plan d'eau, le niveau autorisé pour le fond de fouille n'a pas été atteint. L'exploitation de ces terrains était pourtant concernée par la phase 1 (l'exploitation concerne actuellement la phase 2). L'exploitant a fait réaliser des investigations géophysiques par la méthode électrique dont les résultats ont été transmis à l'Inspection en février 2022. Elles ont mis en évidence la présence d'une couche de matériaux fins d'une épaisseur variable de 5 à 20 m (matériaux issus du lavage des matériaux) et, sous ces matériaux, d'une couche de matériaux type gravier et sables avec une matrice argileuse sur une épaisseur de 15 à 20 mètres. La couche supérieure de matériaux fins décroît en allant vers le sud et en allant vers le centre du plan d'eau. En effet, au niveau de la partie ouest des profils P3 et P4 présentés dans l'étude géophysique, les résultats présentent une couche de fines d'environ 5 mètres pour une couche d'environ 20, voire 25 mètres de matériaux résistifs (type sables, graviers et galets). L'exploitant a effectué des recherches historiques et a pu remonter jusqu'à 1993. Ses recherches n'ont toutefois pas permis de déterminer si la zone a été exploitée ou non et si elle a fait l'objet de dépôts de matériaux non valorisables ou non. A ce jour l'exploitant ne s'est pas positionné sur la possibilité d'exploiter ces matériaux ou non et sur l'intérêt (matériaux valorisables ou dépôts historiques de refus d'exploitation).
Observations : Il est proposé de prescrire à l'exploitant la remise d'un positionnement sur l'exploitation de ces matériaux sur la base d'éléments technico-économiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;

- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19/04/2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats : L'exploitant a présenté le plan de gestion des déchets d'extraction mis à jour en janvier 2022.

Les principaux déchets d'extraction sont constitués par :

- les terres végétales mises en merlon et conservées pour la remise en état ;
- les stériles de décapage reversés dans le plan d'eau lors du décapage ;
- les fines issues du lavage des matériaux qui sont remises dans le plan d'eau dans le secteur nord-est pour aménager une zone de hauts-fonds.

Observations : Le plan de gestion des déchets d'extraction ne distingue pas les terres végétales et les loess dont les quantités et la destination sont différentes.

Le plan de gestion est très peu précis sur les procédés mis en oeuvre générant les déchets, notamment pour ce qui concerne le lavage des matériaux et le traitement des eaux de procédé.

Il convient que l'exploitant complète son plan de gestion des déchets d'extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distance de recul

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article article 9 de l'annexe I

Thème(s) : Autre, Distance de recul

Prescription contrôlée :

Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé défini à l'article 1er [...].

Cette distance de sécurité est portée à 50 mètres le long des cours d'eaux du Brunnwasser et du Muhlbach, à 20 mètres le long du ruisseau dit Hanfgraben (fossé communal) et à 40 mètres le long de la RD124.

Constats : Un dépassement au niveau de la bande de protection périphérique est observé sur le plan d'exploitation sur la berge ouest, le long de RD124.

Il correspond à l'incident signalé le 15/11/2021 par l'exploitant.

Un glissement de terrain a été observé à la suite du déversement dans le plan d'eau des stériles de décapage.

Il a conduit à un retrait de la berge d'au maximum 7 mètres sur une longueur de 35 mètres.

L'exploitant a indiqué que depuis, il a procédé au remblaiement de la zone concernée et que la bande de protection périphérique a été reconstituée. Aucun relevé topographique ne permet de le confirmer.

A la suite de cet incident, l'exploitant a également revu son mode opératoire pour le déversement des stériles dans le plan d'eau.

Observations : A l'avenir, l'Inspection invite l'exploitant à étudier la bathymétrie avant de réaliser des opérations de déversement de stériles dans le plan d'eau.

Il conviendra que l'exploitant transmette le prochain plan d'exploitation à l'Inspection afin de justifier de la remise en conformité de la berge.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Distance de recul - Brunnwasser

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article article 9 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Distance de recul
Prescription contrôlée : Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé défini à l'article 1er [...]. Cette distance de sécurité est portée à 50 mètres le long des cours d'eaux du Brunnwasser et du Muhlbach.
Constats : Il apparaît sur le plan d'exploitation que la distance de recul de 50 mètres entre le bord de l'excavation et le ruisseau du Brunwasser n'est pas respectée. La situation est identique à celle que présente le plan d'ensemble du 24/11/582004, antérieur à l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur. Aucune exploitation n'a été réalisée dans ce secteur depuis la délivrance de la présente autorisation. Depuis 2019, des éléments sont toutefois demandés à l'exploitant afin de vérifier la stabilité de cette zone, notamment la réalisation de profils. Ces éléments n'ont pas été présentés à ce jour. Il est proposé de prescrire à l'exploitant la réalisation de profils le long de la berge est.
Observations : cette prescription pourra éventuellement faire l'objet d'une modification après transmission d'éléments justificatifs par l'exploitant (stabilité de la berge, largeur du lit mineur du cours d'eau ...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthode de repérage de l'engin d'extraction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article Article 11 de l'annexe I
Thème(s) : Autre, Méthode de repérage de l'engin d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant définit une méthode de repérage des engins d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.
Constats : La drague est équipée d'un système de positionnement GPS et d'un sonar. Les points d'extraction sont reportés en direct sur un système cartographique qui permet également un suivi des profondeurs d'extraction par rapport à la topographie du plan d'eau. L'exploitant a indiqué que les conducteurs de l'engin ont pour consigne de ne pas dépasser la pente théorique de sécurité. De plus, compte tenu du retour d'expérience, il leur est demandé de préserver une marge de 2 mètres supplémentaires par rapport à cette pente. L'exploitant a présenté une consigne relative à la conduite de l'exploitation. Elle ne fait pas référence à la marge de sécurité supplémentaire.
Observations : Il convient que l'exploitant complète la consigne d'exploitation en précisant l'ensemble des dispositions prévues afin de garantir l'absence de surcreusement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accueil de matériaux inertes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R181-46
Thème(s) : Autre, Accueil de matériaux inertes
Prescription contrôlée : II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 : 1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas : a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ; 2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° : a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ; b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas. Dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.
Constats : L'exploitant a procédé le 03/05/2022 à une déclaration pour la rubrique 2517 visant à accueillir des matériaux extérieurs inertes sur le site. L'accueil de ces matériaux est réalisé dans le cadre d'un transport double-flux (apport de matériaux inertes, départ avec des matériaux issus du site) et la plateforme est située au niveau des installations de transit de la carrière. Cette installation est connexe aux installations existantes. Elle est concernée par les dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement et ne doit pas faire l'objet d'une télédéclaration. L'exploitant a engagé des démarches afin d'établir un porter à connaissance. Sa transmission est attendue pour septembre 2022.
Observations : sans objet
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale